

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2463 - JEUDI 19 NOVEMBRE 2015

Statistiques

Le recensement général de la population annoncé pour 2017

D'après le ministre du Plan, Léon Raphaël Mokoko, le prochain recensement devrait se faire avec des meilleurs moyens afin d'obtenir des données fiables sur la population et l'habitation au Congo. « L'Institut national de la statistique a réalisé ses dernières enquêtes en utilisant le

système d'interview assistée par ordinateur. Sur cette lancée, la technologie géospatiale (GPS) et les tablettes tactiles serviront à la collecte des données du prochain recensement général de la population et de l'habitation programmé en 2017 », a indiqué le ministre du Plan.

Léon Raphaël Mokoko intervenait à l'occasion de la journée africaine de la statistique, célébrée le 18 novembre, en mettant en avant « des données meilleures pour une vie meilleure : tirer parti des technologies modernes pour améliorer les systèmes statistiques nationaux ». [Page 3](#)

VIE DES PARTIS

L'IDC favorable au dialogue

André Okombi Salissa et Guy Brice Parfait Kolélas, principaux responsables de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC), ont réitéré, hier à Brazzaville, leur vœu de discuter avec le pouvoir sur la gouvernance électorale. « Nous ne demandons qu'à dialoguer. La seule issue, c'est le dialogue. Nous ne reconnaissons pas la nouvelle République mais l'ancienne, et nous voulons négocier avec les responsables de l'ancienne République, celle de 2002 », a expliqué André Okombi Salissa. [Page 3](#)



Les dirigeants de l'IDC lors de la conférence de presse, le 18 novembre 2015 à Brazzaville

FOOTBALL

Probable report du championnat national

Prévu pour le 21 novembre 2015, le démarrage du championnat national de football ligue pourrait connaître un report au regard de la lenteur observée dans la signature de leur cahier des charges par les équipes concernées.

Le président de la Fédération congolaise de football, Jean Michel Mbono, a mis en garde les dirigeants des clubs

retardataires, notamment ceux engagés en compétitions africaines promettant de lancer la compétition avec les huit équipes qui ont rempli leurs obligations. « En principe, nous devons démarrer le championnat le 21 novembre. Mais si on ne peut le faire quelques jours après, nous allons dire à la Confédération africaine de football ainsi qu'à la Fédération internationale de football association qu'au Congo il n'y a que huit équipes engagées en première division », a indiqué le président de la Fecofoot. [Page 16](#)



Jean Michel Mbono

SOUDAN DU SUD

Entrée en vigueur de la transition politique ce jeudi

Après plusieurs reports, le processus de transition politique dans le jeune État sud-soudanais débute ce jeudi 19 novembre, à l'issue d'une cérémonie solennelle en présence des délégués de la communauté internationale. Vingt mois après une guerre

civile, cette transition permettra la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant les partisans du chef rebelle Riek Machar et le camp du président Salva Kiir. D'après certaines sources, le premier vice-président de la transition, Riek Machar, ne par-

ticiperait pas à la cérémonie malgré les assurances qu'il aurait données aux médiateurs. [Page 9](#)

ÉDITORIAL

Centrafrique

Page 2

ÉDITORIAL

Centrafrique

Mieux vaut s'y préparer avant que la foudre ne tombe sur nos têtes : la France, confrontée au défi majeur que constitue pour elle la vague d'attentats qui menace son peuple, ne pourra pas continuer longtemps à se battre sur tous les fronts. Elle va devoir très vite opérer des choix drastiques dans la liste des actions qu'elle mène au nom de la liberté sur différents terrains d'opération et, tout naturellement, l'Afrique en ressentira au premier chef les effets.

Pour qu'il en aille autrement, il faudrait que ses partenaires européens prennent la mesure de l'importance que notre continent revêtira pour elle dans les décennies à venir. Mais, hélas, ce n'est pas le cas comme le prouve le peu d'empressement de l'Union Européenne à accompagner les pays africains dans leur longue marche vers le développement durable.

Dans un tel contexte, la seule réponse que les pays africains puissent apporter à la violence des factions extrémistes qui menace leur unité intérieure est celle du renforcement de leur coopération régionale. Seule, en effet, la mise en commun de leurs renseignements, de leurs forces, de leurs moyens logistiques permettra de relever les défis auxquels ils se trouvent confrontés. Vraie en Afrique de l'Ouest, cette loi l'est tout autant, sinon même plus, en Afrique centrale où semblent se réveiller les pires démons.

Pour dire les choses encore plus clairement, la France ne pourra pas accroître les moyens qu'elle a déployés en Centrafrique afin d'y ramener la paix. Confrontée aux problèmes humains, financiers, militaires qu'il lui faut désormais relever sur son propre sol mais aussi en Syrie, où ses forces s'engagent massivement, elle va même devoir les réduire afin de relever les défis colossaux qui lui sont lancés. Il faut donc que les pays concernés directement ou indirectement par la crise centrafricaine s'engagent plus qu'ils ne le font pour combattre la violence.

Questions : nos voisins et partenaires du Bassin du Congo sont-ils conscients du tournant qui s'amorce sous nos yeux ? Et si c'est le cas sont-ils prêts, comme nous le faisons nous-mêmes depuis des mois, à agir ensemble pour ramener la paix partout où celle-ci se trouve menacée par l'extrémisme religieux ?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

« On ne s'associe pas à une plateforme pour faire plaisir à quelqu'un », déclare Briand Miamissa

Dans un entretien exclusif accordé au *Dépêches de Brazzaville*, le 17 novembre, le président de la Jeunesse unie pour la République (JUR), Briand Miamissa a donné les raisons de son non appartenance à une quelconque plateforme politique, avant de se prononcer sur un éventuel dialogue entre les acteurs politiques que certains souhaitent de leurs vœux.

Au sujet de l'absence de la JUR dans une des plateformes, Briand Miamissa a déclaré qu'on ne s'associe pas à un groupe pour faire plaisir à quelqu'un. Mais parce qu'on a une convergence de vue et de pensée.



Briand Miamissa président de la JUR

« On crée une plateforme sur cette base ». Pour lui, les plateformes créées aujourd'hui, n'ont aucune

convergence de pensée avec la JUR, sinon un caractère qui ne porte que sur les quotas ou les éventuelles visées politiques. Sur la question du dialogue, le président de la JUR pense que celui-ci est la meilleure façon de régler les problèmes du pays quels qu'ils en soient. « Il faut toujours recourir au dialogue. C'est la raison qui a fait que nous puissions participer à toutes les rencontres qui ont eu lieu dans notre pays. Toute initiative visant à privilégier le dialogue est la meilleure et nous y adhérons ».

Il a, à cette occasion regretté les heurts qui ont précédé le référendum et qui ont conduit à l'interpellation d'un de ces militants dont il souhaite la libération dans les plus brefs délais.

Jean Jacques Koumba

Roger Ndokolo réaffirme son soutien au président de la République

Au cours d'un point de presse de Roger Ndokolo, le dimanche 15 novembre à Vigneux-sur-seine en France, le président de l'Union pour la refondation républicaine, en sigle « UNIRR », après avoir exprimé sa compassion pour les victimes des attentats du 13 novembre à Paris, a salué l'avènement de la nouvelle République au Congo.

« Notre appel à l'adresse de nos militants et sympathisants de se rendre aux urnes a été bien suivi. Grâce à la victoire du « Oui », le chef de l'État, de façon désormais totalement légitime, se trouve en mesure de poursuivre la construction du pays avec tous les Congolais », s'est félicité le fondateur du nouveau parti du centre s'installant, au fur et à mesure des échéances, dans le paysage politique congolais avec des idées modernes de politique sociale et d'ouverture à tous les Congolais. « Nous apporterons notre soutien aux efforts de l'État sur le champ des politiques sociales tel que le programme de la municipalisation accélérée », confie-t-il. Face à la jeunesse de son parti non encore ancré dans le paysage po-

litique congolais, Roger Ndokolo assure être un parti du centre prônant la modernité de la pratique du pouvoir. « Rappeler notre genèse aux yeux des Congolais est constructif, mais nous sommes des hommes et des femmes nouveaux dans le monde politique congolais », précise-t-il. « Certes nous arrivons avec une nouvelle appellation ; nous avons déjà un vécu politique qui nous maintenait en arrière-plan de ténors. Depuis très longtemps, que ce soit sur place au Congo ou à l'étranger, et plus précisément en France, nous sommes plusieurs compatriotes à nous concerter afin de proposer des idées de reconstruction et du développement durable pour le Congo. Avec la nouvelle donne républicaine, nous croyons que nous pourrions accentuer notre visibilité auprès des instances décisionnelles ».

Saluant le maintien de la COP 21 en France du 30 novembre au 11 décembre, Roger Ndokolo a confié attendre de ce rendez-vous de Paris une conférence importante pour l'avenir du continent africain, en vue de bénéficier des investissements dans les économies vertes



pour son développement économique. « L'Afrique devra parler d'une seule voix. Nous sommes vulnérables face aux changements climatiques. Bien que nos pays émettent moins de carbone, ce sont les nôtres qui subissent les conséquences. La tâche est ardue. Mais nous osons croire que nos représentants seront en mesure de proposer une transition vers une économie mondiale sobre en carbone et plus résistante aux impacts du dérèglement climatique », se targue le président de l'UNIRR.

Antoine Daniel Kongo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominiq Nérplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIPLOMATIE

Quatre nouveaux ambassadeurs s'engagent à renforcer la coopération avec le Congo

Les ambassadeurs d'Égypte, Ramadan Mohamed Elkorany Bakr, du Royaume de Suède, Ben David Annika Marie Elisabeth Rachel, de la Tunisie, Taoufik Hnana et du Royaume des Pays-Bas, Gérard Théo Michels, ont présenté mardi, au président Denis Sassou N'Guesso, leurs lettres d'accreditation.

Reçus tour à tour par le président de la République, les diplomates ont exprimé la volonté de leurs pays respectifs d'œuvrer dans le sens du renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale au profit des gouvernements et des peuples des États concernés.

Le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Arabe d'Égypte, Ramadan Mohamed Elkorany Bakr, le premier à fouler le sol du palais du peuple pour remettre ses lettres de créance au chef de l'État congolais, a salué l'hospitalité et l'accueil dont il a fait l'objet de la part des autorités congolaises. « J'apprécie l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui m'ont été réservés par le président de la République du Congo et son gouvernement », a-t-il écrit dans le livre d'or de la présidence de la République.

La diplomate suédoise, Ben David



Ambassadeur de la Suède remettant ses lettres de créance au président de la République

Annika Marie Elisabeth Rachel, a aussi, par écrit, tenu « à exprimer sa reconnaissance au président

de la République du Congo en ce jour où, dit-elle, j'ai eu l'honneur de présenter mes lettres de

créance m'accréditant en tant qu'ambassadeur du Royaume de Suède au Congo ».

Pour sa part, le nouvel ambassa-

deur de Tunisie a laissé comme empreintes dans le livre d'or ces

quelques mots : « J'ai le grand plaisir de présenter, ce matin 17 novembre 2015, les lettres d'accreditation en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Tunisienne en République du Congo (...). J'ai tenu, par cette occasion, à lui transmettre les salutations de son frère Beji Caid El Sebsi, président de la République, ainsi que sa détermination à œuvrer ensemble pour la promotion de la coopération entre les deux pays ».

« A l'occasion de la présentation de mes lettres de créance à son Excellence Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, j'ai l'honneur de transmettre les meilleurs vœux de sa Majesté Willem-Alexander, président des Pays Bas pour le bien-être de la République du Congo et du peuple congolais », a, quant à lui, écrit le diplomate néerlandais, Gérard Théo Michels. Il a, en outre, salué l'excellence des relations entre les Pays-Bas et le Congo.

Nestor N'Gampoula

STATISTIQUES

Le recensement général de la population annoncé pour 2017

Le ministre du Plan et de l'intégration, Léon Raphaël Mokoko, a annoncé cette nouvelle le 17 novembre, dans un message rendu public à l'occasion de la journée africaine de la statistique célébrée le 18 novembre, sur le thème « Des données meilleures pour une vie meilleure : tirer parti des technologies modernes, pour améliorer les systèmes statistiques nationaux ».

Ce recensement général de la population et de l'habitation, annoncé, se fera avec les moyens modernes et sophistiqués, issus des technologies actuelles. Il s'agit notamment du GPS et des tablettes tactiles, en vue de fiabiliser la collecte des données et de garantir le succès de cette opération majeure sur l'ensemble du territoire national.

Ce recensement de la population permettra au Congo d'actualiser son nouveau fichier. Il s'agira plutôt de déterminer de manière plus exacte et officielle le nombre d'habitants que compte actuellement le Congo, estimé à ce jour environ à 4.500.000 habitants. « L'Institut national de la statistique (INS) a réalisé ses dernières enquêtes en utilisant le système d'interview, assisté par ordinateur. Sur cette lancée, la technologie géospatiale (GPS) et les tablettes serviront à la collecte des données du prochain recensement général de la population et de l'habitation programmé en 2017 », confirme le ministre du plan, Léon Raphaël Mokoko.

Au niveau continental, a-t-il renchéri, cette 25^e journée africaine de la statistique, instituée en 1990, est une interpellation sur l'urgence d'intensifier l'utilisation des technologies modernes dans l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux, en vue d'améliorer la production, la diffusion et l'exploitation des informations.

Ces Systèmes statistiques africains peinent jusque-là à se développer, en rapport avec l'évolution du monde actuel, du fait qu'ils sont restés encore au stade de collecte manuelle des données. Au-delà du coût en temps, en hommes et en moyens financiers, ces méthodes traditionnelles des collectes de données sont encore sujettes à plusieurs erreurs.

Firmin Oyé

ANDRÉ OKOMBI SALISSA

« Nous voulons négocier... », mais...

« La seule médiation c'est celle que devrait mener le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale », a affirmé le président de la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD), André Okombi Salissa. Avec Guy Brice Parfait Kolélas, ils ont réitéré, le 18 novembre à Brazzaville, leur vœu de dialoguer avec le pouvoir pour discuter de la gouvernance électorale.

Les dirigeants de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC), plateforme de l'opposition, se disent disposés à s'asseoir autour d'une table avec la majorité afin de mettre en application les recommandations issues des dialogues de Sibiti et de Braz-

zaville. « La seule médiation n'a rien donné puisque nous ne nous sommes pas mis en face du pouvoir. Nous ne demandons qu'à dialoguer. La seule issue, c'est le dialogue. Nous ne reconnaissons pas la nouvelle République mais l'ancienne et nous voulons négocier avec les responsables de l'ancienne République, donc par rapport à la République de 2002 », a affirmé le président de la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD), André Okombi Salissa.

L'IDC ne reconnaît pas le référendum constitutionnel

Selon cette plateforme, le référendum du 25 octobre dernier est « juridiquement illégal ». « À ce jour, l'IDC ne reconnaît pas le référendum ayant permis au pou-

voir de faire passer sa nouvelle Constitution, sujette à plusieurs interrogations. L'opposition incarnée par l'IDC était persuadée

que le pouvoir allait se ressaisir. Beaucoup de nos militants sont encore détenus dans les prisons, tandis que d'autres ne sont pas localisables », peut-on lire dans une déclaration publiée par ces dirigeants de l'opposition. Répondant aux questions de la presse sur les relations entre l'IDC et le Frocad, ces responsables affirment que les relations entre les deux plateformes politiques sont au beau fixe, avant de reconnaître le « déficit » de communication au sein de cette coalition. « Les deux plateformes s'entendent très bien. Cela ne veut pas dire que notre œuvre est totalement parfaite », a reconnu le président de la CADD.

« Notre capacité à mobiliser est intacte »

Pour le secrétaire général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Guy Brice Parfait Kolélas, « Ce jour, aucune disposition de désobéissance civile n'était prévue, mais plutôt un meeting. Les jeunes ont réagi par réflexe, car rien n'était programmé », a-t-il expliqué. Et André Okombi Salissa d'ajouter : « N'alimentons pas le champ de la division ».

Sauf changement de dernière heure, ce vendredi 20 novembre, l'IDC et le Frocad communiqueront leur nouveau programme d'actions. Ils affirment cependant avoir la même capacité de mobilisation car, disent-ils, « la lutte continue ». « Notre capacité à mobiliser est intacte », a conclu le secrétaire général du MCDDI.

Josiane Mambou Loukoula



Les responsables de l'IDC

voir de faire passer sa nouvelle Constitution, sujette à plusieurs interrogations. L'opposition incarnée par l'IDC était persuadée



AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

pour les Organisations de la Société Civile (OSC) en République du Congo

Vous êtes un membre actif de la société civile congolaise
Organisation Non Gouvernementale, association, collectif de citoyens ou
d'associations, organisation de producteurs ou d'artisans,

Vous voulez en savoir plus sur l'action de l'Union Européenne au Congo,
Vous voulez mieux cerner les attentes des bailleurs envers la société civile,
Vous vous interrogez sur la recherche de financement,
Nous allons tenter de répondre à vos questions !

La Délégation de l'Union Européenne (DUE) en République du Congo lance un
cycle de séances d'information et de sensibilisation sur sa coopération et ses
activités au Congo.

La prochaine séance aura lieu à Ouessou (d'autres sessions similaires seront
organisées en 2016). Les Organisations de la Société Civile (OSC) intéressées
sont invitées à se manifester auprès de la DUE.

DESCRIPTION DE LA SÉANCE

- Thème : la coopération et l'aide au développement de l'Union Européenne au Congo
- Sujets abordés : l'action de l'UE au Congo, ses objectifs et attentes par rapport à la société civile, la nature et les exigences d'un projet de développement, la démarche d'autodiagnostic et le positionnement stratégique d'une OSC, le partenariat entre OSC et la recherche de financement.
- Date : mardi 8 décembre 2015 à Ouessou.
- Horaire: de 8h à 17h (lieu à confirmer).
- Nombre de participants : maximum 20 participants (une liste d'attente pourra être constituée pour cette session ou les suivantes).

Remarques importantes :

- Les participants ne recevront ni per diem ni indemnité de transport. Un encas et un déjeuner seront servis.
- Pour participer, chaque participant doit obligatoirement s'inscrire et avoir reçu une confirmation de la Délégation.
- Un représentant d'une OSC ayant confirmé sa participation et qui ne se présente pas ne sera pas considéré comme prioritaire pour les sessions suivantes.

PROCESSUS D'INSCRIPTION

Qui peut s'inscrire : les membres d'associations congolaises actives et enregistrées légalement (récépissé). Chaque association ou réseau ne peut inscrire qu'un seul participant. Ne sont pas éligibles : les autorités locales, les ONG internationales, les entreprises, les associations financées par l'UE ou ayant déjà participé à ses formations.

Comment s'inscrire : envoyer votre demande par mail en spécifiant :

- le nom du participant, son contact mail et téléphonique, ainsi que son rôle dans l'association,
- le nom de l'association, son principal domaine d'intervention, et son récépissé (à joindre obligatoirement).

L'établissement de la liste des participants se fera en tenant compte de l'ordre de réception des demandes complètes. Une confirmation de votre participation vous sera envoyée par mail.

Date limite pour s'inscrire: lundi 30 novembre 2015.

Comment envoyer votre demande d'inscription : uniquement par mail (avec en objet « inscription séance d'information à Ouessou») à assistancetechnique.sect1due@gmail.com.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Depuis la seconde guerre mondiale, quelques-unes de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue, mais de notre tendance à nous précipiter dans des aventures militaires, sans réfléchir à leurs conséquences. »

Barack Obama, président américain, à West Point, cité dans Le Monde diplomatique du 17 novembre 2015

« Il faut enrichir les diplomates de peuple à peuple, pour redonner du souffle à une politique étrangère trop souvent limitée à un passe-temps présidentiel. »

Dominique de Villepin, ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères (France), Le Monde diplomatique de décembre 2014

« La démocratie est tributaire d'une précipitation vers la civilisation et les traditions occidentales »

Jean Giradon, professeur de droit public et maire de Mont Saint Vincent (France), Le Patriote N°356 du 16 novembre 2015

« La condoléance est usée et proclamer son indignation était insuffisant, banal, comme serrer la main d'un mort. »

Kamel Daoud, écrivain algérien, Le Point du 16 novembre 2015

« Chaque fois que je me rapproche du soleil, comme Icare, ça brûle de partout. »

Michel Platini, patron de l'Uefa (candidat à la présidence de la Fifa sous le coup d'une suspension pour 90 jours...) Jeune Afrique N°2859 du 25 au 31 octobre 2015

ENTREPREUNARIAT

Un forum pour promouvoir l'entreprise congolaise

Plusieurs entreprises exerçant au Congo échangeront du 17 au 18 Novembre, sur la problématique de l'entrepreneuriat et les bonnes pratiques utiles à l'émergence d'un secteur privé congolais plus dynamique. Un moment de partage d'expérience et de leçons à tirer autour du Forum et trophées d'excellence des entreprises congolaises (FOTEEC).

Le diagnostic sur l'entrepreneuriat au Congo en 2015 relève que l'environnement des entreprises est peu favorable au développement du secteur privé. Les études épinglent différents obstacles, tels la faiblesse de la culture entrepreneuriale, le déficit d'infrastructures et la lourdeur administrative.

Ce diagnostic présente trois facteurs de réussite et quatre tendances lourdes caractérisant l'entrepreneuriat congolais. S'agissant de ces tendances, il se dégage qu'il existe une dynamique en croissance de création d'entreprises. 3500 créations atteintes en 2014 qui se justifient par l'amélioration de l'environnement institutionnel. Le secteur informel génère un taux élevé d'emplois. Environ 65% de Congolais.

Une autre grande tendance constatée est celle de la faiblesse du volume de crédits octroyés par les banques. 4% seulement des investissements des entreprises sont financés par les banques. Le reste se fait sur fonds propres ou par financement alterna-



Les entrepreneurs/credit photos adiac

tif. La dernière tendance porte sur la dynamique des promoteurs d'entreprise dont l'âge varie entre 26 et 55 ans qui représente 77,50%. Par ailleurs les membres de la diaspora concentrent leurs investissements dans la construction et le transport, qui sont à leurs yeux des secteurs à moindre risque.

Notons que le FOTEEC est aussi un moment de promotion de

l'excellence, où il sera décerné des trophées de reconnaissance aux responsables des entreprises congolaises et étrangères implantées au Congo. Des prix leur seront attribués en fonction de leur perfor-

mance et en signe d'encouragement pour leur contribution à la création d'emplois.

Le ministre du Plan et de l'intégration, Raphaël Mokoko, qui a ouvert les travaux, a invité les participants à se concerter afin que leur réflexion aboutisse à des recommandations qui puissent mobiliser le monde de l'entreprise.

Nancy France Loutoumba

ENVIRONNEMENT

Oxygénation à Brazzaville : Eugénie Opou recrée un jardin public dans la cour communale de Mfilou

Le maire du 7^e arrondissement de Brazzaville, Eugénie Opou, a initié le 17 novembre une opération de planting d'arbres pour en faire un jardin public dans le périmètre du siège communale.

L'aménagement d'un jardin public dans la cour du siège de la mairie de Mfilou intègre son projet dit « jardin des amoureux ». Ce projet est l'un des sept que l'administrateur maire de Mfilou avait initiés dans son agenda dès sa nomination à ce poste.

Sur cet espace vert, le maire a mis sur terre un mélange de plus de cent jeunes plantes : des sapins et eucalyptus pour embellir cet espace afin d'en faire un véritable lieu de rencontre des couples mariés et non mariés.

« Ce projet du jardin des amoureux intègre l'idée de partage dont l'être humain a toujours besoin. Chaque jour que nous vivons, nous partageons l'amour entre nous. L'amour c'est aussi ce que nous partageons dans nos relations. Je dis jardin des amoureux pour que ceux qui

peuvent se partager quelque chose puissent avoir un endroit approprié pour le faire. C'est ce que j'ai vécu sous d'autres cieux. Même si vous avez besoin de partager une intimité, de discuter et de passer un petit moment vous avez un jardin qui est là. C'est dans ce contexte-là que j'ai intitulé ce projet jardin des amoureux », a expliqué Eugénie Opou.

Avant que le maire et ses collaborateurs plantent ces arbres, cette superficie a été occupée par du gazon. L'ajout de ces plantes va contribuer à l'amplification de l'oxygénation de cette aire qui, à long terme, accueillera plusieurs visiteurs.

Pourtant, les arbres urbains sont indispensables pour assurer une bonne qualité de vie. Les bénéfices de ces arbres se regroupent en quatre fonctions principales qui sont : écologiques, esthétiques, sociales et économiques.

« Nous plantons des arbres pour contribuer à la réduction de la pollution de l'air. Ce qui se passe ici a des incidences positives reconnues

dans d'autres pays. Le Congo est un pays forestier; il a 75% de forêts. Avec le Brésil, nous alimentons le monde en oxygène. Beaucoup de maladies sont actuellement dues au défaut d'oxygène », a-t-elle indiqué.

Dans les espaces verts et boisés urbains, la température de l'air est généralement plus fraîche qu'en milieu ouvert. Le feuillage des arbres intercepte, absorbe et reflète la radiation solaire et ainsi réduit l'intensité du rayonnement et la chaleur qui en résulte.

Dans plusieurs villes du monde dont Brazzaville, les espaces verts (parcs urbains, parcs de quartier, parcs linéaires, centres de plein-air) favorisent les activités de plein-air et servent de lieux de récréation, de détente, de promenade, de marche, de course à pied et d'observation de la nature.

Rappelons que l'initiative du maire de Mfilou est appuyée par le programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar) qui en a fourni les jeunes plantes, ainsi que par la mairie de Brazzaville qui octroiera des bancs.

Fortuné Ibara

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	2 au 6 novembre 2015
La conduite du changement dans les organisations	3 jours	11 au 13 novembre 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	16 au 19 novembre 2015
Négocier avec ses fournisseurs stratégiques	3 jours	18 au 20 novembre 2015
La responsabilité sociétale des entreprises	5 jours	23 au 27 novembre 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

VIE SYNDICALE

L'Uleeco s'active pour améliorer les conditions d'étude dans les collèges et lycées de Brazzaville

La campagne de renouvellement des antennes de l'Union libre des élèves et étudiants du Congo (Uleeco) dans les établissements de Brazzaville débutée le 09 novembre dernier, se poursuit. La visite ce mercredi des écoles de la partie sud de Brazzaville, a permis aux élèves concernés d'attirer l'attention des autorités sur leurs conditions de vie et d'étude.

Les membres du bureau de l'Uleeco et leur président Théophile Moyo ont mobilisé ce mercredi 18 novembre, les élèves des collèges d'Angola libre, de Kinsoundi, de Dominique Batekolo, de l'école des cadets et de Mayanga. Les centaines d'élèves qui ont pris part à ces rencontres se disent soulagés car, martèlent-ils, « nous avons une association qui va présenter aux autorités nos multiples doléances ». Mais pour Fidelia Sindamouelet, la nouvelle présidente de l'antenne de l'Uleeco du collège Angola libre, les élèves de son établissement doivent observer la discipline et travailler « avant que nos responsables nous prennent au sérieux ». « Je voudrais que notre école soit disciplinée pour que les gens qui arrivent ici aient de la considération pour nous. A partir d'aujourd'hui leur comportement va changer. Je n'hésiterai pas à dénoncer auprès du directeur et du directeur des études tous ceux qui sèment la pagaille



Le président du bureau national de l'Uleeco

au sein de notre école aux heures de cours. », a averti l'élève de troisième Sindamouelet.

Parlant au nom de ses camarades du collège Angola libre, la nouvelle responsable de l'Uleeco-CEG Angola libre a exhorté les autorités en charge de l'éducation nationale à répondre à leurs multiples difficultés. Sur ce dernier point, le directeur du CEG, Robert Batota est beaucoup plus explicite. Il y a « de mauvais comportements affichés par certains enseignants à l'égard des élèves ; le délabrement avancé des bâtiments des classes de 6^e et 4^e ; le manque d'installations sportives », a regretté Robert Batota, invitant les autorités congolaises à jeter un regard particulier sur son établissement.

Le même cri d'alarme a été lancé par les élèves et responsables des autres établisse-

ments - de Kinsoundi, de Dominique Batekolo, de l'école des cadets et de Mayanga, notamment les problèmes de sécurité, l'indiscipline de certains élèves, le manque d'enseignants dans les disciplines telles que la SVT et la physique et la chimie... « Notre mission est de conscientiser les élèves et étudiants du Congo afin qu'ils mènent des parcours sans tâche et sans fraude. Nous avons également invité nos frères à ne pas participer au désordre que nous avons connu précédemment, car dans le désordre nous ne pouvons pas bien étudier. Désormais nous serons à l'écoute de nos adhérents afin de défendre leurs intérêts », a précisé le président du bureau national de l'Uleeco Théophile Moyo, à l'origine de l'activité.

Fiacre Kombo

RWANDA

La modification de la Constitution suscite des inquiétudes

Le texte revu de la Constitution autorisant le président rwandais Paul Kagamé à briguer un 3^e mandat en 2017, a été adopté mardi par les sénateurs, soit quelques jours après les députés. Informés, certains pays, dont les Etats-Unis ont manifesté leurs inquiétudes.

Le projet de Constitution a été voté par le Sénat, dans les mêmes termes que la Chambre basse l'avait fait, le 29 octobre dernier. Il s'agit des nouveaux articles 101 et 172, qui ont été donc définitivement adoptés. Par cette modification, le mandat présidentiel passe dorénavant de sept à cinq ans et en limite le nombre de mandat à deux. Le nouvel article 172 souligne que cette réforme n'entrera en vigueur qu'à l'issue d'un nouveau septennat entre 2017 et 2024, pour lequel le président actuellement en exercice reste éligible, de même qu'ensuite, pour les

deux quinquennats prévus dans le nouvel article 101.

Si le régime rwandais présente cette réforme constitutionnelle comme le fruit d'une initiative populaire, il sied de signaler que de nombreux observateurs y voient « une manœuvre orchestrée par les autorités ». Les dirigeants rwandais expliquent cette modification de la Constitution par le fait que quelques 3,7 millions de Rwandais ont signé des pétitions lancées à travers le pays pour demander un maintien au pouvoir de Paul Kagamé. Le texte adopté sera soumis, à une date non précisée, à un référendum.

Le Parti démocratique vert, seule formation politique à s'opposer à cette réforme constitutionnelle, a demandé à la Cour suprême d'interrompre le processus, mais sa requête a été rejetée, début octobre, par les magistrats. Ceux-ci ont avancé qu'« aucun article de la Constitution n'était immuable ».

Agé actuellement de 58 ans, Paul Kagamé dirige le Rwanda depuis que sa rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) a chassé, en juillet 1994, le régime extrémiste hutu et mis fin au génocide déclenché au mois d'avril de la même année. Ces massacres avaient fait environ 800.000 morts essentiellement au sein de la minorité tutsi.

Nestor N'Gampoula

ACTION HUMANITAIRE

Des professionnels de médias sensibilisés aux activités de la Croix-Rouge et à son mandat

L'association humanitaire Croix-Rouge congolaise organise du 17 au 19 novembre à Brazzaville un atelier de sensibilisation des professionnels de médias à ses activités et à son mandat.

La première journée a été marquée par des communications sur différents thèmes. « L'historique de la Croix-Rouge » a été développé par Doudou Marthe Esungi, et « L'introduction au droit international humanitaire », par le Commandant Victor Kissambou Makanga.

En effet, l'orateur a défini le droit international humanitaire (DIH) comme l'ensemble des règles qui, en période de conflit armé, tendent à protéger les personnes qui ne participent pas ou ne participent plus au conflit. Le DIH, explique-t-il, limite la manière dont les armes et tactiques militaires peuvent être employées.

Abordant les termes combattant, personne civile et prisonnier de guerre, Victor Kissambou Makanga a expliqué qu'un combattant est tout membre de forces armées, à l'exception du personnel médical et du personnel religieux.

Une personne civile est toute personne qui n'appartient pas aux forces armées et ne prend pas part à une « levée en masse ». Et, un prisonnier de guerre tout combattant tombé au pouvoir de la partie ennemie.

Doudou Marthe Esungi a, pour sa part, relaté l'historique de la Croix-Rouge congolaise (CRC), défini ses missions, ses domaines d'intervention, la coopération avec d'autres partenaires. D'après l'oratrice, la Croix-Rouge congolaise a été créée le 22 février 1964. Elle a été reconnue par le ministère de l'Intérieur en 1965 et par le comité international de la Croix-Rouge en 1976. La CRC a été admise comme 124^e membre de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge en mai 1977.

Parmi ses missions, figurent, celle d'assurer l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables, sans aucune distinction, à travers des programmes communautaires durables. « La Croix-Rouge congolaise est présente dans tous les départements du pays, et gère environ 13.000 membres secouristes et volontaires. En temps de guerre comme de paix, elle apporte son assistance à la population avec l'appui des partenaires du mouvement », a conclu Doudou Marthe Esungi.

Lydie Gisèle Oko

REMERCIEMENTS

Les descendances :
NGALASSIANA,
OSSASSINDO-
NOU, ELO NICOLAS,
NGAKABHE ;
notamment l'Hono-
rable GATSIO
GAMBOU Timothée,
messieurs
NGANONGO OKO
Alphonse, BIKOU-
MOU ODZOLO
BONGO et Dickson
OKO ANGA réitérent
leurs vifs remerciements
aux : parents,
amis et connais-
sances ; pour la
compassion, l'amitié
et l'assistance



multiforme qu'ils leur ont témoigné lors du décès de leur regrettée sœur, mère, tante et grand-mère : MOUABOUERE OKO Thérèse (NGASSESET AMBA NGAKOSSO A TORO) ; survenu le jeudi, 05 novembre 2015 au CHU de Brazzaville.

Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude « L'Eternel a donné, l'Eternel à repris. Puisse le Tout Puissant, dans sa grande miséricorde, lui accorder : PAIX et REPOS ETERNEL »

MAISONS À VENDRE À MOUNGALI

Rue Gamboma vers Maya-Maya et rue Bakoukouya vers Mbochi

Contact : 00242 01 512 63 21

Office Notarial Maître Marcel NGAVOUKA
117, avenue Docteur MOE POATY, Boîte postale 1526
Pointe-Noire - centre-ville
Tél: 06 664 12 94
E-mail: etudengavouka@gmail.com

INSERTION LEGALE

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Marcel NGAVOUKA, Notaire à Pointe-Noire, le sept septembre deux mille quatorze, enregistré le neuf septembre de la même année, folio 15738 n°7828, il a été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Forme juridique : Société Anonyme avec Conseil d'Administration ;

Dénomination : La société prend la dénomination de : International Global Solution & Logistics en sigle « IGS Logistics ».

Objet social : La société a pour objet principal :

- 1/- L'activité des services logistiques et de transport,
- 2/- L'activité d'études,
- 3/- L'activité de divers services.

Siège social : Le siège social est établi à Pointe-Noire, 2ème étage immeuble PBG, boulevard de Loango, centre-ville, boîte postal 323, République du Congo.

Durée : La durée de la société est de quatre vingt dix neuf (99) années à compter

de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ;

Apporteurs :

Treize (13) actionnaires

Capital social : Le capital social est fixé à la somme de cent millions (100 000 000) de francs CFA. Il est divisé en dix mille (10 000) actions de dix mille (10 000) francs CFA chacune, portant les numéros 0001 à 10 000 entièrement souscrites et libérées du quart (1/4).

Commissaires aux comptes : Les cabinets GKM et ACCORD seront désignés commissaire aux comptes titulaire et commissaire aux comptes suppléant.

Administration: Monsieur Zéphirin NGUIMBI, de nationalité congolaise, né le vingt deux août mil neuf cent soixante deux à Nzomossi, République du Congo, assure la fonction de Président Directeur Général.

Immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier : La société est immatriculée au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, sous le n°RCCM CG / PNR / 14 B 649.



INFO RENTREE ACADEMIQUE 2015 – 2016 EN COURS DU SOIR POUR DES SALARIES

Formations :

- ✓ Master of Business Administration (MBA) ;
- ✓ Master en Management des Ressources Humaines (MRH) ;
- ✓ Master en Qualité – Hygiène – Sécurité – Environnement (MQHSE) ;
- ✓ Master en Contrôle de Gestion (MCG) ;
- ✓ Master en Management des Organisations (MMO) ;
- ✓ Bachelor of Business Administration (BBA en français) pour les détenteurs d'un BTS.

Clôture des inscriptions le 25 novembre 2015.

Début des cours en janvier 2016 - Site : Pointe - Noire

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

NÉCROLOGIE

La famille LOUBOU, Collette, Eugène, Yolande et les enfants Jean Clotaire Tomby, Quentin Loubou, Serge Edgar Banguele, Pierrette Mayaya, John Loubou, Germaine Loubou, Cyriaque Diandaga, Blood Chanelle Bassossola etc. informent parents, amis et connaissance, du décès de leur fille et sœur LOUBOU Dzoumba Noellie survenu le 10 novembre 2015 à Brazzaville à la suite d'une maladie.



Le deuil a lieu au n°155 rue Lénine (au croisement avec l'avenue Miadeka), à Ouenzé.

L'inhumation vous aura lieu vendredi 20 novembre.



Assurances et Réassurances du Congo

Soyez assurés avec les meilleurs !!

Assurance Incendie	Assurance Vieillesse
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Maladie
Assurance Objets de Valeur	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise

Agence B27 Avenue Inter-Congo - Tél : +242 11 51 12 88 / 11 51 13 14
Agence PNR : 128 Avenue Tauxem Yavoukou - Tél : +242 22 21 41 43 / 21 13 88
Email: assur@scg.com - www.scg.com

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins



19 > 21 NOVEMBRE 2015
 BRAZZAVILLE
 FORUM INTERNATIONAL
 DES INVESTISSEMENTS AU CONGO



Plateforme de croissance
 & d'opportunités

➤ Prenez part à la transformation économique du Congo

Une occasion unique de multiplier les contacts de haut niveau et de découvrir les opportunités d'investissement au Congo.

- 3 JOURS de forum & rendez-vous BtoB
- 800 PARTICIPANTS dont 70 INTERVENANTS et experts de haut niveau et plus de 90 EXPOSANTS
- 45 PAYS REPRÉSENTÉS
- 7 FILIÈRES D'AVENIR : pétrole & hydrocarbures, mines, agriculture & agro-industrie, forêt & industrie du bois, BTP, tourisme & hôtellerie, services financiers

Information et inscription : www.icb2015.com

Twitter : @ICB_2015



CENTRAFRIQUE

Ferdinand Alexandre Nguendet appelle à la refondation de l'armée

Dans le but de renforcer la lutte contre l'insécurité qui sévit dans le pays, le président du Conseil National de la Transition (CNT) en République centrafricaine, Ferdinand Alexandre Nguendet a appelé, le 17 novembre, les autorités centrafricaines à la refondation de l'armée.

En effet, le président du CNT propose que soit créé, en urgence, un état-major des Forces armées intégrées dans le pays. Sa mission principale sera celle de combattre la recrudescence des actes d'insécurité que vit le pays depuis plusieurs mois.

Cet état-major intégré devrait être composé de quatre officiers supérieurs issus de différentes générations et représentant toutes les communautés. « Il faut recruter dans chaque sous-préfecture de la République cent jeunes pour les former, en vue de constituer l'armée centrafricaine. Le pays étant constitué de soixante et dix-sept sous-préfectures, cette nouvelle armée centrafricaine sera formée donc de soixante dix sept mille soldats », a déclaré, le président du CNT. Tout en insistant que, ce nombre important de soldats à la lourde tâche d'être engagé à défendre les frontières du pays et à sécuriser les villes. Car, après leur recrutement les concernés devront être rapidement armés et redéployés dans les villes centrafricaines. Ceci, dans une seule ambition, notamment celle d'éviter que le pays puisse vivre une guerre civile sans précédent.

Reconnaissant les difficultés qu'il faudrait faire face durant cette opération, le président du CNT a signifié que la refondation de l'armée est un travail difficile délicat, car il faut tenir aussi compte de l'équilibre ethnique et régional. Pour ce faire, il faudrait mettre également en place un programme de démobilisation, désarmement et de réinsertion. « Il y a deux semaines, le Conseil National de Transition avait lancé un ultimatum au gouvernement pour réhabiliter les forces armées centrafricaines afin qu'elles appuient les forces internationales pour favoriser le retour à la paix. Aussitôt, le gouvernement avait réagi en qualifiant cet ultimatum d'irresponsable et le Président du CNT de démagogue », a déploré, Ferdinand Alexandre Nguendet.

Rock Ngassakys

DÉVELOPPEMENT

Annick Girardin lance le programme de la fondation AfricaFrance

La secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin, a procédé en faveur des « dirigeants africains de demain », au lancement d'un programme de la fondation AfricaFrance mis en place par Sciences-Po, l'Institut supérieur de Management (ISM) de Dakar, l'université du Cap en Afrique du Sud, et le Centre de formation de l'Agence française de développement (CEFEF).

Ce programme annuel est destiné aux étudiants de hauts potentiels aux parcours exceptionnels. Il permettra de former les leaders africains des secteurs privés, publics et associatifs pour répondre aux enjeux de la croissance du développement durable du continent africain. La première promotion de 25 participants – dont la rentrée s'effectuera en avril 2016 – avec des étudiants issus en grande majorité du secteur privé et proviendront des 5 grandes zones d'Afrique : Nord, Ouest, Est, Afrique centrale et australe. L'objectif est d'accueillir 50 participants les années suivantes. Une convention de partenariat sera signée à cette occasion entre Sciences-po et l'AFD.

N.Nd.

MESSAGE DU ROYAUME TÉKÉ À LA FRANCE MEURTRIE

« Le Royaume Téké, par ma voix, exhorte le peuple frère français à être convaincu que les ceintures d'explosifs des barbares islamistes n'anéantiront jamais les idéaux de liberté chers à ce peuple. »

Courage pour les Parisiens.

La Reine Ngalifourou

CONGRÈS DE VERSAILLES

François Hollande : « le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité »

Devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, le 16 novembre, moins de 72 heures après les attentats de Paris qui ont fait au moins 129 morts et plus de 350 blessés, le président français, François Hollande a affiché sa détermination à lutter contre le terrorisme. Quitte à freiner les efforts budgétaires.

D'entrée, François Hollande a déclaré : « la France est en guerre » contre le terrorisme, « notre République n'est pas à la portée de méprisables tueurs », désignant Daech comme « l'ennemi à éradiquer », qui « n'est pas insaisissable, pas hors d'atteinte. Il a appelé ses concitoyens à garder leur sang-froid.

Au nom de la sécurité nationale, le président français a opposé le « pacte de sécurité » au « pacte de stabilité », et a proposé la réforme de la Constitution. « Dans ces circonstances, je considère que le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité », a-t-il affirmé.

Il souhaite « faire évoluer la Constitution pour permettre aux pouvoirs publics d'agir, conformément à l'État de droit, contre le terrorisme de guerre ». Pour cela il n'a pas hésité à renoncer à la réduction du

déficit public afin de financer l'embauche de fonctionnaires supplémentaires. Il n'estime pas que nous sommes dans une « guerre de civilisation, car ces assassins n'en représentent aucune ».

À l'Union européenne (UE), François Hollande rappelle que « l'ennemi n'est pas un ennemi de la France, c'est un ennemi de l'Europe ». Et « si l'Europe ne contrôle pas ses frontières extérieures, alors c'est le retour aux frontières nationales, prévient-il. Ce sera alors la déconstruction de l'Union européenne ».

Auparavant, le président a rappelé que les attentats de Paris ont été lancés à partir de la Belgique, mais qu'ils ont été planifiés à partir de la Syrie, qu'il a décrit comme la plus grande usine de fabrication de terroristes que le monde ait jamais connue, avant d'appeler à une coalition unie pour faire face aux extrémistes.

Dans ce contexte, il va rencontrer



très prochainement les présidents américain, Barack Obama, et russe, Vladimir Poutine. Il compte également saisir le Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que le Parlement français pour que l'état d'urgence puisse être prolongé pour une durée de trois mois - ce qui permet à la police de lancer des perquisitions sans passer par la justice, dans le marbre de la Constitution.

La veille, le ministère de la Défense a annoncé avoir largué 20 bombes dans la ville de Raqqa en Syrie, fief de l'organisation Etat islamique (EI), détruisant un dépôt d'armes et un camp d'entraînement. L'EI a revendiqué les attaques de Paris.

Noël Ndong

SOUDAN DU SUD

La transition politique démarre ce jeudi à Juba

Après plusieurs reports, le processus de transition politique dans le jeune Etat soudanais débute ce jeudi 19 novembre, à l'issue d'une cérémonie solennelle en présence des délégués de la communauté internationale.

Cette nouvelle transition à la tête du Soudan du Sud meurtri par 20 mois de guerre civile, devra permettre la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant les partisans du chef rebelle Riek Machar et le camp du président Salva Kiir. D'après certaines sources, rapporte le site africetimes, le premier vice-président de la transition, Riek Machar, ne participerait pas à la cérémonie malgré les assurances qu'il avait données ainsi que les garanties accordées par les autorités de Juba.

Les deux frères ennemis, Riek Machar et Salva Kiir, sont parvenus, en août dernier à Addis-Abeba, à un consensus politique après plusieurs mois de conflit sanglant, au moins 100.000 morts et quelques millions de déplacés, grâce à l'implication de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le camp du chef rebelle indique néanmoins que les efforts sont en vue afin de permettre à la première délégation de son parti d'arriver à Juba pour « résoudre certaines des questions politiques et de sécurité encore en suspens. »

Par ailleurs, les autres Etats de la région sont en train de tout mettre en œuvre pour l'aboutissement de cet événement historique. En illustre le déplacement à Khartoum (au Soudan) de l'ancien président du Botswana, Festus Mogae Gontebanye, pour rencontrer le numéro un soudanais, Omar el-Béchir, lui demandant de s'impliquer dans la résolution de la crise qui mine son jeune voisin.

Une longue attente de la communauté internationale

Cela fait quatre ans que le Soudan du Sud a acquis son indépendance. Depuis deux ans, le pays est confronté à une guerre civile. Il y a quelques mois, s'alarment les ONG humanitaires, le conflit qui était initialement politique tend progressivement vers une division ethnique du pays. Deux communautés : les Dinka dont est issu le président Salva Kiir, affrontent désormais les Nuer fidèles à l'ancien vice-président Riek Machar, poussant plusieurs milliers de civils à fuir leurs domiciles. Selon les chiffres de l'ONU, le conflit a fait plus de 50.000 victimes, mais des ONG humanitaires, sur le terrain, citées par le quotidien britannique, The Guardian, confirment les 100.000 morts.

D'Addis-Abeba à New York, toutes les tentatives visant à les mettre autour d'une même table de négociations, n'ont pas donné de résultats concrets. La communauté internationale notamment l'Union africaine est régulièrement déçue par l'attitude des deux leaders au front : Riek Machar et le président Salva Kiir signent un accord de paix aujourd'hui, aussitôt le lendemain ils le violent.

Les menaces de sanctions diligentées à l'encontre de certains dirigeants militaires et politiques, ont été tout simplement ignorées par ceux-ci. Le 3 juillet dernier, le président américain Barack Obama a de nouveau appelé les leaders du pays à mettre fin au « cycle de la violence, à engager un processus de réconciliation ». « Nous avons lutté tellement longtemps pour ce pays », soulignait amèrement un diplomate Veronica Henry, cité par le site State Afrique.

Fiacre Kombo

SANTÉ PUBLIQUE

L'augmentation de la résistance aux antibiotiques inquiète l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rendu public le 16 novembre, une étude sur l'antibiorésistance (résistance aux antibiotiques), un fléau mondial qui fait des milliers de victimes chaque année.

Pour marquer cet événement, une campagne visant à sensibiliser les populations face à cette menace majeure pour la santé publique, a été lancée sur le thème : « Antibiotiques : à manipuler avec précaution ». Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la première semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques.

Selon une enquête menée dans 12 pays, près de 2/3 de personnes interrogées ne comprennent pas ce problème de résistance aux antibiotiques, ni comment le résoudre. Parmi les attitudes ciblées, 64% d'entre elles pensent à tort que les antibiotiques peuvent être utilisés pour soigner des rhumes et la grippe.

Les auteurs du rapport ont indiqué que 44% de personnes interrogées pensent que ce problème ne se pose que pour

ceux qui abusent des antibiotiques. Les 2/3 estiment pouvoir l'éviter en prenant correctement le traitement qui leur a été prescrit.

En clair, la résistance aux antibiotiques s'explique au fait que certaines personnes cessent de prendre leurs médicaments lorsqu'elles se sentent mieux, avant la fin du traitement prescrit. En termes de réponse, plus de la moitié (57%) pense ne pas pouvoir agir contre elle. C'est une réaction peu connue des malades. Elle survient lorsqu'une bactérie évolue et devient résistante aux antibiotiques utilisés pour traiter les infections, selon l'OMS. Ce fléau mondial est surtout lié à la surconsommation d'antibiotiques et à leur mauvaise utilisation.

La directrice générale de l'OMS, qui annonçait les conclusions de l'enquête, a évoqué l'importance de la campagne de sensibilisation et souligné que la résistance aux antibiotiques est effectivement mal comprise dans le monde. « L'augmen-

tation de la résistance aux antibiotiques représente un immense danger pour la santé mondiale, et les gouvernements reconnaissent désormais qu'il s'agit de l'un des plus grands défis auxquels la santé publique est confrontée aujourd'hui. Elle atteint des niveaux dangereusement élevés dans toutes les parties du monde », a-t-elle déclaré.

Pour sa part, le représentant spécial de Margaret Chan pour la résistance aux antimicrobiens, le Dr Keiji Fukuda, a souligné que la résistance aux antibiotiques compromet de nombreux progrès obtenus dans le domaine médical. Elle va nécessiter un « changement mondial de comportement de la part des individus comme des sociétés », a-t-il poursuivi.

L'enquête suscitée a été menée auprès de 10.000 personnes dans 12 pays (Afrique du Sud, Barbade, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria, Russie, Serbie, Soudan, Viet Nam).

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE DU SUD

Cinq des neuf provinces en état de catastrophe naturelle

À quelques semaines de la grande conférence internationale sur le climat (COP21), des provinces sud-africaines sont frappées par une forte sécheresse, une urgence humanitaire qui pourrait affecter toute la sous-région.

Le pays arc-en-ciel fait face à sa pire sécheresse depuis plus de 30 ans, ont admis les autorités sud-africaines. La production agricole du pays a chuté de 17%, exposant plusieurs milliers de personnes à la famine. D'après les mêmes autorités, cette sécheresse frappe toutes les provinces du pays et risque d'affecter les autres Etats de la sous-région. La production et la distribution des produits vivriers de la sous-région sont également menacées, car le pays est le premier fournisseur de la région en céréales.

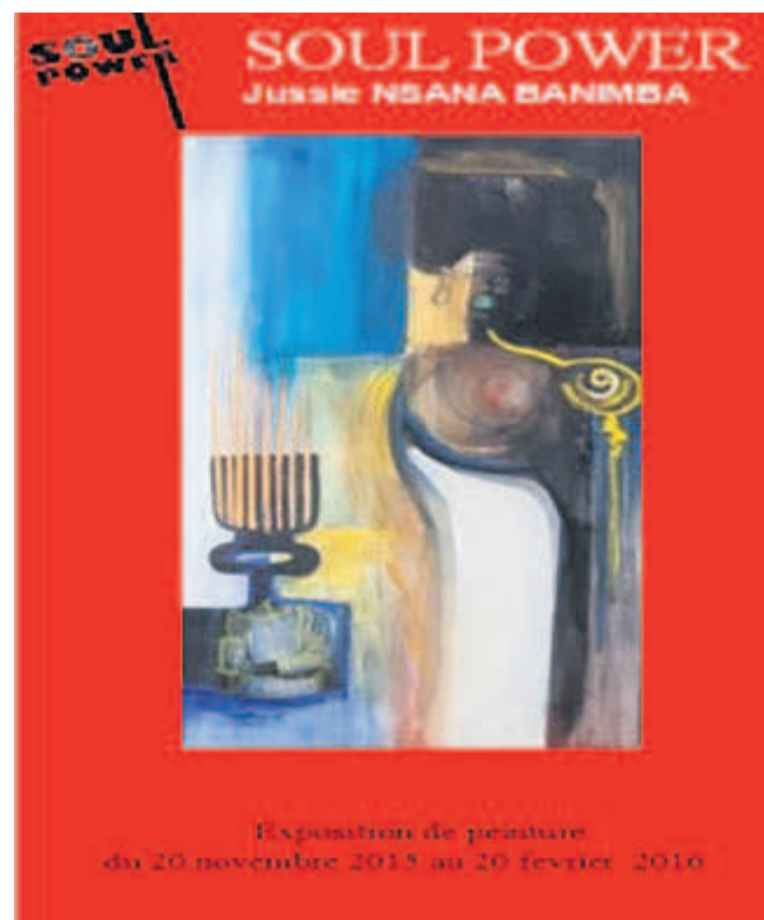
L'Afrique australe est touchée par un étonnant phénomène climatique perturbant son rythme de précipitation. Une sonnette d'alarme pour les dirigeants du monde qui prendront part prochainement à la COP21 de Paris. Prévue du 30 novembre au 11 décembre 2015 au Bourget en France, la COP21 est à la fois la 21^e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la 11^e conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto.

L'objectif historique de cette rencontre est de parvenir à un accord contraignant permettant de contenir la température moyenne de notre planète en deçà de 2°C. Cette convention-cadre, dûment citée, reconnaît l'existence « d'un changement climatique d'origine humaine et donne aux pays industrialisés le primat de la responsabilité pour lutter contre ce phénomène ». Dans ce sens, les principaux pays pollueurs notamment la Chine, les Etats-Unis, l'Inde..., seront amenés à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour les pays pauvres exposés au dérèglement climatique, ils bénéficieront d'un programme de financement.

Fiacre Kombo

EXPOSITION

« Soul Power » de Jussie Nsana du 20 novembre 2015 au 20 février 2016



Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente dans quelques jours le Projet « Soul Power » de la plasticienne Jussie Nsana Banimba. Une exposition qui illustre le travail de l'artiste dont les œuvres ne cessent de séduire les professionnels.

Le projet Soul Power reflète la volonté de l'artiste de toujours révéler des horizons nouveaux dans ses œuvres. Ainsi, cette exposition a réalisé avec brio des tableaux qui traduisent son expression dans le concert Soul. Elle joue sa partition à sa guise : la vue contemple ses toiles qui chantent en couleur et en matière. Formée à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts du Congo Brazzaville, ses œuvres offrent un voyage au-delà des mots.

70^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

François Hollande annonce l'instauration d'un droit d'asile des œuvres menacées par l'Etat islamique

Comme prévu, le président français, François Hollande était à l'Unesco au Forum des dirigeants, où il a plâché pour l'unité des cultures contre le fanatisme, et son attachement à la liberté, à la création, et au dialogue des cultures, 4 jours après les attentats de Paris

« C'est au nom d'un pays attaqué, d'un pays éprouvé, d'un pays debout que je m'exprime devant vous pour vous dire qu'il faut plus que jamais refuser la peur, la division, la haine et choisir la vie, la culture, le partage, le respect. A la barbarie, nous devons opposer l'invincible humanité de la culture qui, comme le disait Malraux, a fait de l'homme autre chose qu'un accident de la nature. Voilà ce pour quoi la France se bat aujourd'hui », a souligné François Hollande, très applaudi par les participants.

Le chef de l'Etat salué « les gestes d'amitiés venus de l'opéra de Sidney, de la porte de Brandebourg, de la Perle de l'Orient en Chine et du Metropolitan Opéra de New York », devant la 70^{ème} Assemblée générale de l'Unesco. « Tous ces lieux dans tous vos pays, pavoisés aux couleurs du drapeau français, c'était le même message de solidarité qui nous était adressé », a-t-il relevé. « C'était aussi la même confiance, dont vous vouliez une fois encore, porter témoignage, de la force que vous donner à la France de porter ces valeurs », a-t-il ajouté.

Il a aussi salué le rôle de l'Unesco en matière de protection du patrimoine et de diversité culturelle, « conscience morale de l'humanité [...] fondée sur l'idée que la culture relie les hommes à leur histoire, leur territoire ;

une diversité ancrée dans la reconnaissance de l'égalité des cultures, chaque peuple ayant un message singulier à porter au monde ; une diversité qui refuse l'uniformisation et promeut la pluralité des opinions et des croyances ; une diversité qui fait de l'éducation le levier de l'émancipation universelle ».

« Le dialogue entre les cultures, c'est tout le contraire de l'obscurantisme, de l'islamisme, de l'intégrisme », a expliqué le chef de l'Etat. « Après le deuil, la France saura faire face et Paris demeurera la ville des théâtres, des cinémas, des musées, promet le président. Nous ne renoncerons à rien. La culture sera toujours chez elle en France », a dit le président français.

Il a annoncé l'instauration d'un droit d'asile des œuvres menacées par l'Etat islamique (EI). « Le droit à l'asile vaut pour les personnes, mais l'asile vaut également pour les œuvres, le patrimoine mondial. C'est la raison pour laquelle cette disposition figurera dans la loi Liberté de la création que la ministre de la culture Fleur Pellerin est en charge de faire voter au Parlement », a justifié François Hollande. Il a appelé à la création d'un fonds international dédié aux biens culturels en danger.

Noël Ndong

FRANCE

Rencontre-dédicaces avec Benoît Moundélé-Ngollo à Paris

Pour sa 10ème œuvre, « Blague à part : Toute vérité est bonne à dire », reprenant des lettres échangées avec ses amis, l'écrivain Benoît Moundélé-Ngollo sera en dédicace à l'hôtel Banke, à Paris, le 21 novembre, de 14 h à 18 h.

Cette rencontre littéraire est gratuite et ouverte au public répondant aux critères de sécurité actuellement en vigueur en France.

Benoît Moundélé-Ngollo, dans une évocation narrative, mi-roman, mi-autobiographie, livre aux lecteurs une correspondance nourrie de ses échanges avec ses proches. L'ancien préfet de Brazzaville agrémenté d'humour sans annihiler le sérieux des problèmes sous-jacents. Un recueil épistolaire mené à sa manière mêlant drogue, enrichissement illicite, intrigues, corruption et mensonge.

Extrait : (Ecrit en vers)

Où es-tu, Maman ? Maman où es-tu ?

Depuis ce jour où tu m'avais laissé seul /Après m'avoir donné la vie/En t'éteignant avec dignité/Dans des douleurs atroces/Qui t'ont fait évanouir pour toujours/Après avoir perdu presque tout ton sang/Le premier cri qui était sorti de ma bouche/En pleurant lamentablement /Et que tous les bébés du monde poussent /Lorsqu'ils ont besoin de leur affection maternelle/ Etait celui-ci, à savoir : /Où es-tu Maman ? Maman, où es-tu ?

Antoine Daniel Kongo



LITTÉRATURE

Alima Madina présente son premier recueil de nouvelles

Publié chez l'harmattan Congo en 2014, *La Voix d'une femme qui espère* est le recueil de poèmes d'Alima Madina, présenté le 13 novembre à l'Institut français du Congo dans le cadre des rencontres littéraires qu'il organise depuis plus d'une année.

Ce recueil de cinq nouvelles est la deuxième œuvre d'Alima Madina après le recueil de poèmes intitulé *Splendeur d'âge*. Préfacé par Omer Massoumou ce

baïsser les bras. Elle doit se battre pour tenir sa place au sein de la société.

La voix d'une femme qui espère est en effet un condensé des réalités congolaises. Le lecteur le découvrira à travers les noms des villages et d'un certain nombre de thèmes qui reviennent dans la plupart des récits africains comme l'amour, l'injustice sociale, la tradition.

Le style d'Alima Madina se

veille à une autre avec liaison, ce qui donne au lecteur l'envie de continuer.

La voix d'une femme qui espère est une écriture née des cultures le métissage est aussi un procédé littéraire. Le récit associe plusieurs niveaux de langue et les emprunts aux substrats linguistiques traditionnels apparaissent dans les expressions traduites ou simplement transcrites.

« Certains noms des personnages et des lieux sont dotés d'une signification perceptible. La structure de ce livre présente des unités narratives autonomes. C'est une structure en abîme car chaque séquence narrative est un microcosme dans un macrocosme que constitue l'œuvre. Cet emboîtement qui fait de celle-ci une œuvre aux multiples voix solidement architecturées », a souligné un orateur.

Enseignante de philosophie à l'école militaire préparatoire général Leclerc, Alima Madina est récipiendaire du prix d'honneur de la francophonie obtenu en novembre 2014.

Hermione Désirée Ngoma

« Certains noms des personnages et des lieux sont dotés d'une signification perceptible. La structure de ce livre présente des unités narratives autonomes. C'est une structure en abîme car chaque séquence narrative est un microcosme dans un macrocosme que constitue l'œuvre. Cet emboîtement qui fait de celle-ci une œuvre aux multiples voix solidement architecturées »

recueil comprend entre autres nouvelles : *Albinos*, *Fleurs du Harem*, *Les bas fond de Mbounda*, *Pardonne moi mon enfant*. A travers cette œuvre Alima Madina relate un monde de dure réalité où la femme ne trouve toujours pas sa place, elle y est laminée mais elle ne doit pourtant pas

construit à partir de la thématique de l'amour. Ce recueil est une œuvre profonde et élaborée au niveau de la composition de l'écriture. Sa structure est simple et à la fin de chaque histoire le lecteur a l'impression d'avoir une suite. L'auteur passe d'une nou-

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUES

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou N'Gesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Grande-Bretagne s'interpose

Ce pays a, de nouveau, appelé aux respects des délais constitutionnels pour la présidentielle, mais aussi à un dialogue rapide et consensuel entre les parties, pour aboutir à un calendrier global.

La Grande Bretagne, qui suit de très près la situation politique en RDC, entend marquer son accompagnement au processus électoral d'une pierre blanche en étant réellement d'un appui conséquent pour l'émergence de la démocratie dans ce pays. Tel est le credo distillé aux journalistes par l'envoyée spéciale britannique pour les Grands lacs en visite en RDC, lors d'un point de presse animé le 17 novembre dernier. Hier encore, l'un des grands contributeurs bilatéraux après les Etats-Unis d'Amérique avec une participation journalière de près d'un million de livre sterling (soit 1,43 millions d'euros) au budget de l'Etat congolais, le Royaume-Uni entend donc, logiquement, exercer son droit de regard sur

ce qui se passe en RDC. Ce, d'autant plus qu'il reste, par ailleurs, un grand bailleur de fonds pour la Monusco, la plus grande opération de maintien de la paix de l'ONU dans le monde.

C'est par rapport à ce positionnement que la Grande Bretagne a, par la voix de Danae Dholakia, tenu à émettre son point sur le processus électoral en RDC embourbé dans un marasme qui ne rassure guère quant à l'avenir politique immédiat du pays. Sans ambages, l'officielle britannique a réitéré le vœu de son pays de voir les élections présidentielle et législatives se tenir dans le strict respect des délais constitutionnels, soit au mois de novembre 2016. « *Le plus grand risque pour la stabilité de la RDC est le non respect de l'attente du peuple congolais de choisir un nouveau président l'année prochaine* », a indiqué Danae Dholakia dans sa communication devant la presse. Elle n'a fait qu'exprimer les ressentiments du gouvernement britannique qui redoute un éventuel

report de ces deux scrutins. Ce qui pourrait conduire à un scénario à la burundaise avec, à la clé, une grosse réaction de la population à beaucoup plus grande échelle.

Et d'ajouter que tout ce que la Grande Bretagne veut, a-t-elle déclaré, est « *que les élections aient lieu dans les délais, que le gouvernement s'engage à autoriser des manifestations pacifiques et qu'il n'y ait pas le type de réponse de la police qui pourrait entraîner dans de nombreux morts* ». Mais en cas de non respect des échéances électorales susceptibles d'entraîner le pays sur la voie du glissement, la Grande Bretagne se dit prête à réévaluer sa coopération avec la RDC. Concrètement, il sera question pour le Royaume-Uni, de reconsidérer la nature et la forme de ses engagements futurs envers la RDC avec, à la clé, une réduction drastique de son aide au développement en direction du pays de Joseph Kabila. Somme toute, l'officielle britannique a estimé que



Danae Dholakia

l'organisation de l'élection présidentielle est techniquement possible en novembre 2016 et que le dialogue ne doit pas favoriser le glissement.

En outre, la Grande Bretagne entend amener l'ensemble de la communauté des nations à soutenir les élections en RDC. Mais cela, a-t-elle ajouté, ne sera

possible que s'il y a un consensus clair entre congolais autour notamment du calendrier électoral, du budget et du financement des élections. D'où l'exhortation à un dialogue rapide et consensuel entre les parties pour aboutir à un calendrier global et un budget précis que la communauté internationale pourrait financer.

Alain Diasso

CÉLÉBRATION

Journée mondiale des toilettes

Cette année le thème est «L'assainissement et la nutrition. En RDC, plusieurs activités sont organisées par le programme village assaini du ministère de la Santé publique avec l'appui de l'Unicef.



Des latrines hygiéniques

Une descente sur le terrain avec des journalistes dans un village assaini est prévue. Toujours dans le cadre de cette journée, les professionnels des médias ont été conviés à une journée d'information au cours de laquelle leur implication a été sollicitée pour qu'ils sensibilisent la population à l'adoption de bons comportements pouvant réduire l'ampleur des maladies des mains sales dues au manque des toilettes hygiéniques.

À travers le monde, explique Marceline Lusamba du programme village assaini, les statistiques démontrent que plus de deux milliards de personnes n'ont pas toujours accès à des installations sanitaires de base soit un humain sur trois. Pour elle, le manque des toilettes hygiéniques entraîne des conséquences dramatiques sur la santé, la dignité, la sécurité, l'environnement, le développement économique et social.

Parlant des caractéristiques d'une toilette hygiénique, Marceline Lusamba indique qu'une toilette est dite hygiénique quand « *il n'y a ni d'odeur, ni de présence des mouches, ni d'excréments sur le plancher et aux alentours et son trou est bien couvert* ». Elle a expliqué aux professionnels des médias les différentes étapes de l'utilisation et de l'entretien d'une latrine.

Les recherches démontrent que 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à un système d'assainissement amélioré. 1 milliard de personnes pratiquent la défécation en plein air. Le manque d'assainissement accroît le risque de maladie et de malnutrition, particulièrement pour les femmes et les enfants. Les femmes et les filles font face aux risques d'agression et de viol car elles n'ont pas accès à des toilettes qui préservent leur intimité.

Aline Nzuzi

SECTEUR PRIVÉ

Appui à certaines grandes filières du pays

Des pourparlers ont démarré, le 17 novembre, entre les autorités congolaises et la Banque africaine de développement (BAD) sur l'affectation d'un don multisectoriel de cinquante millions de dollars américains dans les efforts de relance de certaines activités économiques dont la pisciculture. L'idée est d'arriver à des résultats dans ce secteur à fort potentiel de croissance.

Pour relever le défi, l'on annonce la mise en place d'un cadre de collaboration entre les deux partenaires au moment où, a précisé une source de la BAD citée par la primature, les rapports sont au beau fixe. C'est le sens même de la vi-

site de travail du représentant résident de cette institution financière africaine, Sylvain Maliko, mardi au cabinet du ministre du Plan à Kinshasa.

Selon les précisions de ce haut fonctionnaire, son institution a tenu à faire ce don multisectoriel pour appuyer les activités économiques en RDC. Cet argent vient consolider l'aide déjà importante apportée par la BAD à la RDC dans le cadre du deuxième palier de la stratégie-pays qui concerne le renforcement des capacités et la création de meilleures conditions pour la promotion de l'investissement du secteur privé en RDC.

Laurent Essolomwa

PARTENARIAT

La BAD injecte 50 millions de dollars dans le circuit économique en RDC

Il est question pour le représentant résident de cette institution en RDC, de s'accorder avec les ministres du secteur sur la manière de mener les activités économiques en vue d'atteindre des résultats escomptés.

Les relations entre la RDC et la Banque africaine de développement (BAD) sont au beau fixe. C'est le moins qu'on puisse dire au regard de l'intérêt, sans cesse renouvelé, que manifeste cette institution financière africaine à l'endroit de la RDC qui demeure un de ses partenaires de taille. L'assistance financière de la BAD, faut-il le rappeler, s'inscrit dans le deuxième palier de la Stratégie-pays que sont « *le renforcement des capacités et la création des meilleures conditions pour la promotion de l'investissement du secteur privé en RDC* ». C'est dans ce cadre

de collaboration bien organisé que la BAD s'engage financièrement via des projets intéressant le domaine économique en RDC.

C'est donc dans ce contexte qu'il faudrait insérer le nouveau don multisectoriel d'environ 50 millions de dollars accordé à la RDC à titre d'appui aux activités économiques. Le représentant résident de cette institution en RDC, qui a été le premier à faire part de cette assistance, était reçu mardi en audience, par le ministre du Plan et Révolution de la modernité, Georges Wembi Loambo, qu'accompagnait son vice-ministre, Franklin Tshamala. Il était question, pour lui et ses interlocuteurs, de s'accorder sur la manière de mener ces activités économiques, notamment la pisciculture, en vue d'atteindre des résultats escomptés.

A.D.

TRAFIC ROUTIER

La route By Pass de plus en plus impraticable

Les eaux de pluies s'étendent sur une surface de près de cent mètres carrés jusqu'à couvrir toute la chaussée au grand dam des piétons et des automobilistes.



La route By Pass

Les usagers qui empruntent l'avenue By Pass éprouvent ces temps derniers d'énormes difficultés à la hauteur du triangle qui conduit vers le campus de Kinshasa ou encore qui débouche sur le rond-point Ngaba. Difficile donc de se mouvoir à ce carrefour inondé par des eaux de pluie. Le trafic à cet endroit tourne au ralenti. Des conducteurs de taxis et taxis-bus sont obligés de terminer leur course à ce niveau et décharger leurs clients. Ces derniers sont astreints à ravalier des longues distances à pied avant d'espérer trouver une autre correspondance pouvant les conduire jusqu'à destination. La société Transco dont les bus assurent souvent la ligne Matete-UPN était bien obligée de réduire sensiblement ses activités sur ce trajet pour protéger ses engins.

Les conducteurs têtus et impénitents sont obligés de faire avec les eaux stagnantes de pluie avec tout le risque de bousiller leurs véhicules. Tout récemment, un gros camion a dû se renverser à cet endroit truffé des nids de poule. Ce qui oblige les conducteurs à faire preuve de tact et d'expertise pour éviter tout désagrément. D'où les embouteillages monstres enregistrés chaque jour sur ce tronçon. Les eaux de pluie s'étendent sur une surface de près de cent mètres carrés jusqu'à couvrir toute la chaussée au grand dam des piétons souvent obligés de recourir au service des jeunes gens mués en transporteurs occasionnels. Ils portent des femmes, des jeunes et des vieux sur leur dos moyennant 200 ou 300 FC selon le poids de la personne. Un business d'une autre époque mais qui fait recette dans cette partie de Kinshasa. Les populations environnantes subissent depuis deux semaines déjà les travers de cette déconvenue avec son lot des problèmes (insalubrité, moustiques, maladies, etc.). À l'Agence congolaise des Grands travaux, on laisse entendre que les travaux de réhabilitation de l'avenue By pass pourront reprendre d'ici le mois de décembre. À en croire son directeur-général Charles Médard Ilunga, la prise en charge sera dorénavant assurée par un « péage » dont le prix et les modalités ne sont pas encore fixés.

Alain Diasso

IV^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'AFMED-UNIKIN

Sortie officielle de la Société congolaise des neurochirurgiens

La nouvelle société savante des neurochirurgiens dénommée « Société congolaise des neurochirurgiens » (SCN) a vu jour le 17 novembre en marge du quatrième congrès international de l'Association des anciens de la faculté de médecine de l'université de Kinshasa (AFMED) qui s'est tenu au fleuve Congo hôtel de Kinshasa

La SCN regroupe aussi bien les neurochirurgiens de la RDC que ceux d'ailleurs dont des Africains. La SCN entend donc révolutionner le monde de la neuroscience. C'est ainsi qu'elle s'est fixé entre autres objectifs de favoriser le regroupement de tous les neurochirurgiens du pays, de promouvoir la culture de travail en équipe multidisciplinaire avec les autres domaines de la médecine en accordant une attention particulière aux spécialités en neurochirurgiens à travers la RDC.

Elle entend également étudier, publier une revue ou tout autre document ayant trait à ses travaux et contribuer ainsi à réaliser l'objectif principal, de représenter au plan national et international les neurochirurgiens congolais auprès des organismes internationaux de neurochirurgie.

En sus de cela, la société congolaise des neurochirurgiens s'est fixé aussi comme objectifs l'organisation des réunions et rencontres de portée nationale et sa participation aux rencontres internationales ayant rapport avec la neurochirurgie, l'organisation des rencontres internationales en vue d'échanges d'expériences entre les neurochirurgiens congolais et leurs collègues étrangers, l'harmonisation de la recherche en neurochirurgie au

niveau national. Assurer sa promotion nationale et internationale, initier et promouvoir la mise en œuvre d'un environnement favorable et des structures de qualité de prise en charge des cas relevant de la neurochirurgie sont autant d'objectifs assignés par cette nouvelle société savante.

À en croire le président de la SCN, le Dr Antoine Beltchika Kalubye, la RDC ne compte qu'une dizaine de neurochirurgiens diplômés de part le monde mais seulement une poignée de chirurgiens généralistes ont des compétences neurochirurgicales. Pour le Dr Beltchika, ce nombre est incontestablement insignifiant au regard de l'étendue du pays et de la tâche à accomplir dans le domaine en gestation. La naissance de la SNC viendra, comme bien d'observateurs le pensent, combler ce gap en faisant la promotion de la santé neurologique en RDC à travers le développement de la neurologie dans tous ses aspects

Au cours du quatrième congrès international de l'AFMED de l'Université de Kinshasa, le président de la SCN a rendu des hommages mérités à tous les pionniers de l'histoire de neurochirurgie. Il cite pour ce faire le Dr Shako Tshango, qui depuis 1970, a réussi à mettre sur pied une unité de soins neurochirurgiens au sein de la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa. « Ce spécialiste en neurochirurgie n'a ménagé aucun effort jusqu'à en 1996, année de sa mort pour forger une place de pointe un peu visionnaire de neuroscience multidisciplinaire dans un environnement neurochirurgical pas toujours conciliant à cette époque et en pleine mutation », fait-il savoir.

Aline Nzuzi

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



LÉOPARDS DE LA RDC

Florent Ibenge critiqué à tort ou à raison ?

Le sélectionneur des Léopards de la RDC, Florent Ibenge, fait de plus en plus l'objet des critiques par rapport à la prestation des Léopards depuis la médaille de bronze obtenue à la Coupe d'Afrique des nations, Guinée Équatoriale 2015.

Les critiques ont encore plus fusé à lors du dernier match nul de la sélection RD-congolaise le 15 novembre au stade des Martyrs (ouvert spécialement pour cette rencontre). Les Léopards ont été tenus en échec par les Hirondelles du Burundi en match retour du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018, par deux buts partout. La sélection dirigée par Florent Ibenge a mené à deux reprises au tableau d'affichage pour se faire rejoindre à chaque fois. Et au cours de cette rencontre, les Léopards ont été privés du ballon pendant de longues minutes, laissant pratiquement la direction du jeu aux Burundais visiblement très à l'aise comme s'ils jouaient à domicile. Et pourtant, trois jours avant, ils avaient perdu à domicile par deux buts à trois. En fin de compte, la RDC s'est qualifiée pour le dernier tour des éliminatoires.

Victime de ses choix et cumul des fonctions...

Visiblement, le patron du staff technique national est la cible des opinions hostiles, d'abord pour ses choix tactiques, et ensuite pour le cumul de ses fonctions. Florent Ibenge, indiquent les critiques, n'utiliserait pas à bon escient les joueurs pourtant très talentueux qu'il a sous la main. C'est le cas du défenseur Chancel Mbemba de Newcastle en Angleterre. Ce dernier joue dans la charnière centrale chez les Magpies, tantôt sur le côté gauche. Mais en sélection, Mbemba joue le rôle de récupéra-

teur et même de relayeur. Pour eux, l'ancien joueur d'Anderlecht et du FC MK de Kinshasa devrait revenir dans la défense centrale, position à laquelle il excelle. Et toujours par rapport aux joueurs, ces critiques fustigent le petit nombre des joueurs évoluant au pays communément appelés les « Locaux » dans la sélection A, et particulièrement dans le rang des titulaires. En ce qui concerne la deuxième remontrance de ces frondeurs, Florent Ibenge n'assume plus son rôle de sélectionneur des Léopards A' à cause du cumul de trois fonctions, avec en sus de la première, celles d'entraîneur principal de l'AS V.Club et récemment de sélectionneur des Léopards locaux qui s'apprennent à prendre part à la phase finale de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) prévue pour janvier et février 2016 au Rwanda. Pour ces opinions farouches à l'encontre du sélectionneur des Léopards, cette multiplicité des charges influe négativement sur le rendement d'Ibenge. Les plus farouches réclament même son départ de la tête des Léopards en faveur d'un sélectionneur « blanc ». Comme le dit un analyste sportif, Ibenge semble être victime du « syndrome Raymond Domenech », sélectionneur français, critiqué sévèrement dans la presse pour ses choix ; cependant, il a amené la France en finale d'une Coupe du monde (Allemagne 2006). Ibenge, « homme de la situation » L'on se doit ici de rappeler les critères de sélection des joueurs que le sélectionneur des Léopards avait évoqués une fois devant la presse. Il s'agit entre autres de la forme et compétitivité du joueur, du championnat dans lequel évolue, de son état d'esprit et sa vie de groupe, etc. Ces critiques citent certains joueurs qu'Ibenge



Florent Ibenge

aurait dû convoquer, comme Trésor Mputu, Alain Kaluyitukadioko, Matumona Zola, et même certains joueurs évoluant dans des clubs de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epkin) ! Le sélectionneur avait mentionné qu'il a beaucoup de respect pour les joueurs cités qui ont servi de manière exemplaire le pays par leur talent. Et pour cela, il ne peut pas les convoquer pour qu'ils cirent le banc des remplaçants. Cela nuirait même à leur image. Par ailleurs, arguait-il une fois, on ne peut pas, alors pas du tout, comparer un joueur qui évolue à l'Epkin avec un jeune formé au Paris Saint Germain en France par exemple, ou un jeune qui joue au championnat belge et qui a joué la totalité des matchs d'une saison régulière. Il n'y a donc pas photo, d'autant plus qu'avec la sélection, on est appelé à s'opposer avec les meilleurs de chaque nation africaine dans les éliminatoires. L'on doit le souligner, une très importante frange des joueurs binationaux talentueux a rejoint

la sélection après l'arrivée d'Ibenge à la tête du staff technique des Léopards. C'est le cas de Rémy Mulumba, Cédric Bakambu, Joël Kiassumbua, Fabrice Nsakala, Chris Mavinga, Paul-José Mpoku, Abel Tamata, Jordan Botaka, Jordan Nkololo, etc. Rappelons-le par ailleurs, Florent Ibenge était là, à côté d'Otis N'Goma, à l'arrivée de la génération Marbella en 2008. Il connaît donc ces joueurs qu'il suit depuis des années. Lorsqu'il fait des choix, l'on peut croire qu'ils sont judicieux par rapport à ce qu'il a en mains, encore qu'en tant qu'humain, il peut faire des erreurs, et que le droit à l'erreur peut aussi être de mise.

Quant à ses choix tactiques, Ibenge a opté pour le 4-3-3. Il lui arrive d'essayer le 4-4-2. Mais ces dispositifs tactiques sont tributaires des joueurs dont on dispose ; tout technicien de football le sait. Doit-on essuyer des critiques par rapport à ses choix ou par rapport aux résultats dont on réalise ? Et s'il choisit de mettre Chancel Mbemba au milieu de terrain, c'est certainement parce que ce joueur a d'énormes qualités et surtout qu'il est polyvalent, capable de jouer au milieu de terrain, lui qui a même été à ses débuts un joueur offensif.

En tout cas, l'imaginaire sportif congolais a souvenance qu'Ibenge et Zahera ont amené les Léopards à la première marche du podium de la Coupe d'Afrique des nations 2015, après des éliminatoires très

relevées dans un groupe où l'on retrouvait la Côte d'Ivoire, future championne d'Afrique, et le Cameroun, grosse nation du football africain. Et encore que ces deux pays devraient livrer une mi-temps de complaisance pour assurer leur qualification. On lui reproche d'avoir accaparé le poste de sélectionneur des Léopards locaux, alors qu'il est déjà avec la sélection A. Mais est-ce qu'il a demandé d'être responsabilisé par la Fédération congolaise de football association (Fecofa) qui nomme les sélectionneurs ? Peut-être devrait-il refuser. Mais sait-on qu'il s'agit ici d'une mission lui confier par l'Etat congolais ? Et comment refuser cela ? Si la Fecofa trouvait qu'il est si surchargé, elle allait lui retirer cette responsabilité.

Mais l'on doit dire qu'après la victoire de 2009 en Côte d'Ivoire, les Léopards locaux font grise mine dans les phases compétitions du Chan. Si l'on doit s'interdire d'avoir la mémoire courte, on dirait qu'en trois ans de présence dans le football congolais, Florent Ibenge a disputé une finale de Ligue des champions d'Afrique avec V.Club (perdue en 2014 face à Entente Sétif d'Algérie), 33 ans après la finale perdue contre l'ex-Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou d'Algérie (actuel Jeunesse sportive de Kabylie) ; Ibenge, c'est aussi une troisième place, synonyme de médaille de bronze, avec les Léopards de la RDC à la CAN 2015. La dernière fois que la RDC a été sur le podium de la CAN, c'était en 1998, donc il y a 17 ans. « C'est l'homme de la situation », clament avec argumentaire ceux qui soutiennent le seul sélectionneur de ces dernières lustres à avoir déclaré haut et fort son ambition d'amener les Léopards à la phase finale de la prochaine Coupe du monde de football en 2018 en Russie.

Martin Engimo

CHAN 2016

La RDC dans le groupe B avec le Cameroun, l'Angola et l'Éthiopie

Les Léopards congolais composés des joueurs évoluant au pays affronteront les Lions indomptables camerounais, les Palancas Negras angolais et les Wlayas éthiopiens en match de poule de la 4e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan).

Les Léopards locaux de la RDC connaissent leurs adversaires du premier tour de la quatrième édition du Chan prévue pour janvier et février 2016 au Rwanda. L'on rappelle que cette compétition, la dernière-née de la Confédération africaine de football, est réservée aux sélections nationales africaines composées des joueurs évoluant dans leurs championnats respectifs.

Au terme donc du tirage au sort effectué par la Confédération africaine de football le 15 no-

vembre, la RDC est logée dans le groupe B, en compagnie du Cameroun, de l'Angola et de l'Éthiopie. Le groupe A se compose du Rwanda pays organisateur, du Maroc, du Gabon et de la Côte d'Ivoire. Le groupe C renferme la Tunisie, le Nigeria, le Niger et la Guinée. Et enfin le groupe D se constitue du Zimbabwe, du Mali, de l'Ouganda et de la Zambie.

Les Léopards locaux seront amenés par le sélectionneur Florent Ibenge à qui la Fédération congolaise de football association a réitéré sa confiance après le travail de titans effectué avec la sélection A. Le groupe a lancé sa préparation avec sa participation récente au tournoi quadrangulaire organisé à Luanda à l'occasion du 40e anniversaire de l'Indépendance de l'Angola. Les Léopards locaux ont été battus



Les Léopards locaux de la RDC lors du tournoi des 40 ans d'Indépendance de l'Angola (photo Leopardfoot.com)

en finale par l'Angola (0-1) après avoir écrasé le Chipoloplo de la Zambie. La prochaine étape de la

préparation, ce sera dans l'est du pays au mois de décembre afin de s'acclimater avant de rejoindre

directement le Rwanda pour la compétition.

M.E.

ALIMENTATION ET SANTE

L'alimentation indispensable des enfants et des adolescents

L'alimentation apporte à l'organisme les éléments nutritifs dont il a besoin. Les apports nutritionnels conseillés sont cependant variables selon l'âge et surtout selon le poids de l'enfant ou de l'adolescent.

Pour apprécier à sa juste valeur les aliments appropriés pour l'enfant et l'adolescent, il faut tenir compte des facteurs suivants :

-les dépenses énergétiques particulières à l'enfance et à l'adolescence qui sont très élevées et parmi elles les dépenses liées à la thermorégulation dépendent de l'habillement et de l'environnement. Les dépenses sont aussi liées à l'activité physique.

- l'importance de l'apport hydrique chez l'enfant et chez l'adolescent n'est plus à refaire. L'apport doit en fait couvrir les pertes cutanées qui sont de 20 à 30 ml par kg par 24 h, les pertes respiratoires qui sont de 10 ml par kg par 24 h, les pertes urinaires qui sont de 50 ml par kg par 24 h, et enfin les pertes fécales qui sont de 5 ml par kg par 24 h. En même temps il faut assurer les besoins liés à la croissance.

-les besoins de croissance, au demeurant importants, sont liés aux apports protéiques : 16 à 60 g de protéines par jour sont nécessaires pour couvrir la consommation quotidienne et les besoins de la croissance car les protéines assurent entre autres la formation des muscles. Ces besoins de croissance sont aussi liés aux apports minéraux notamment le calcium et le phosphore qui sont indispensables à l'élaboration du squelette, et le besoin de fer est très élevé. Enfin, ces besoins de croissance impliquent les apports vitaminiques, la vitamine D étant fondamentale puisqu'elle est utile à l'absorption du calcium. Un déficit sévère provoque un rachitisme et dans ce cas une supplémentation sous forme de médicament est conseillée.

L'alimentation chez l'enfant et chez l'adolescent doit être en conséquence diversifiée et comprendre du lait et des produits laitiers, de la viande, du poisson, des œufs, tous les légumes et fruits et des céréales ou féculents à tous les repas. La ration alimentaire doit assurer un apport particulièrement important en calcium (équivalent d'un demi-litre de lait par jour), des portions copieuses de légumes et de fruits, et des produits féculents d'où l'on doit puiser l'essentiel de l'énergie dont le jeune et l'adolescent ont besoin. Cette ration est la suivante : viandes, poissons, charcuteries, œufs : 80 à 150 g. lait et produits laitiers : 300 à 400 g. pain et féculents cuits : 150 à 250 g. légumes et fruits : 250 à 400 g. corps gras : 20 à 35 g. produits sucrés (sucre, confiture, chocolat) : 10 à 15 g.

Il faut signaler que les enfants et les adolescents qui pratiquent intensément un sport ont des besoins supérieurs à ceux de leur âge qui mènent une vie sédentaire.

Par Ange KOUNKOU,
Président de l'Association pour la Promotion
des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC)

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉCRIVAIN AFRICAIN

Bernard Ntsenda Bitsindou à l'honneur

Organisée par la direction départementale du livre et de la lecture publique du Kouilou, la journée internationale de l'écrivain africain a été vécue en différé le 17 novembre au siège de la préfecture dudit département avec à l'honneur, le docteur-écrivain et guide du Gise, Bernard Ntsenda Bitsindou.



Le présidium, crédit photo «ADIA»

Si la parole s'envole, les écrits quant à eux, restent. C'est dans cet élan que la direction départementale du livre et de la lecture publique du Kouilou, s'attelle à pérenniser l'identité culturelle congolaise pour la promotion de son héritage littéraire.

À travers la journée de l'écrivain africain, devenue comme une tradition, la direction départementale du livre et de la lecture publique, impulse le développement de la lecture, mais surtout valorise les écrivains et encourage leurs talents, tout en créant une osmose entre eux et le public.

Après donc l'écrivain Tchitchélé Tchivela mis à l'honneur en 2012, Henri Djombo en 2013, et Benoit Moundélé Ngolo en 2014, cette année 2015, le tour est revenu à Bernard Ntsenda Bitsindou, docteur-écrivain et guide du Gise d'être mis à l'honneur.

Après une brève présentation, le pu-

blic, composé essentiellement d'écrivains, des littéraires, des amoureux des belles lettres et des élèves, a vite compris qui était Bernard Ntsenda Bitsindou. Un homme intègre, dont la préoccupation particulière réside en la renaissance de l'homme noir, ce qu'il définit d'ailleurs, comme étant un processus à long terme, loin d'être biologique, en ce qui concerne la race noire, mais plutôt d'ordre culturel, intellectuel et social.

Rappelons que cette journée a été patronnée par Batchi Tchicaya, conseiller socioculturel du préfet. Elle a notamment connu la présence de Clair Kombo et Guy Serges Mayeko, respectivement directeur général du livre et de la lecture publique et directeur départemental du livre et de la lecture publique dans le département du Kouilou.

Hugues Prosper Mabonzo



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassou N'Gesso
Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



LIVRE

L'Association culture elongo s'ouvre au prix des cinq continents de la Francophonie

L'ONG a animé le 17 novembre à Brazzaville une conférence de Presse au cours de laquelle, son comité de lecture a révélé le premier bilan de son travail. Celui-ci porte sur la réunion de présélection des dix romans finalistes au prix des cinq continents de la francophonie.

Le Congo a été représenté le 2 septembre à Paris lors de la cérémonie de présélection par Omer Massoumou en sa qualité de membre du comité de lecture de Brazzaville.

En effet, l'Association culture elongo (ACE) œuvre dans la promotion du livre, de la lecture publique et des écrivains à travers des ateliers, des rencontres littéraires, des clubs de lectures et des concours littéraires.

Jean Blaise Bilombo Samba, président de l'Association culture elongo a clarifié l'auditoire. « *Le mandat de notre association est celui de la lecture. La lecture au sens d'accompagner toutes les œuvres de fiction, de l'imagination sous forme de livres, des bandes dessinées qui permettent de lire les univers, de nous retrouver mieux par rapport aux enjeux de la cité* ».

Pour sa part, Bénédicte de Capèle, co-fondatrice et vice-présidente de l'Association culture elongo a fait un bref historique de ladite association. « *Nous*



Le comité de lecture de l'association culture elongo en conférence de presse

avons été soutenus par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui, l'année

dernière est venue me voir, pour me demander de créer un comité de lecture à Brazzaville qui

participerait au prix des cinq continents de la Francophonie ».

L'Association culture elongo souhaite renforcer son comité de

elle dans la phase de lecture des romans et recueils de nouvelles qui seront présentés à l'édition 2016. Elle organisera l'année prochaine un concours littéraire de nouvelles, ouvert aux lycéens ainsi que plusieurs autres activités. L'ONG exhorte les éditeurs congolais à proposer leur parution de fiction au prix littéraire des cinq continents de la Francophonie, attribué chaque année.

L'ACE se trouve au centre du prix littéraire des cinq continents de la francophonie en tant qu'animatrice du cinquième comité de lecture dans le processus de nomination des lauréats de ce prix. En effet l'Association culture elongo est maintenant partenaire de l'Organisation internationale de la francophonie dans la phase d'attribution du prix littéraire des cinq continents.

Pour la première fois l'ACE a pris part à la réunion de sélection des dix romans finalistes, ce qui explique sa participation le 22 novembre prochain à Bamako à la cérémonie de désignation du lauréat 2015.

**Rosalie Bindika et
Hermione Désirée Ngoma**

DÉMARRAGE DU CHAMPIONNAT NATIONAL

Jean Michel Mbono met en garde les retardataires

Initialement prévu pour ce 21 novembre, le démarrage du championnat national de football connaîtra sans aucun doute un report.

Sur les vingt équipes engagées, seules quatre équipes, notamment Patronage Sainte-Anne, la Jeunesse sportive de Talangai, le FC Kondzo et La Mancha de Pointe-Noire, ont signé le cahier de charge. Les équipes qualifiées pour les compétitions africaines à savoir l'AC Léopards de Dolisie et l'Étoile du Congo pour la Ligue des champions puis Diablos noirs et V Club pour la coupe de la Confédération ne l'ont pas encore signé. « *C'est déplorable quand on sait que dans les 4 équipes qui ont signé le cahier de charge, aucune n'est qualifiée pour la coupe d'Afrique. Mais il faut que les gens sachent que le temps presse et la CAF attend* », a regretté le président de la Fécofoot, tout en promettant de lancer sa compétition avec huit équipes. « *En principe, on doit démarrer le championnat le 21 novembre. Mais si on ne peut pas le démarrer à cette date, quelques jours après, si nous avons huit équipes, nous allons le démarrer et dire à la CAF et à la FIFA qu'au Congo, en première division, il n'y a que huit équipes* », a commenté Jean Michel Mbono.

Quelles sont les conditions à remplir dans le cahier de charges ?

Il y a, entre autres, la construction d'un siège et d'un terrain d'entraîneurs. L'équipe engagée doit avoir un entraîneur ayant la Licence CAF. « *Il faut d'abord signer le cahier de*

charge. À partir de ce moment-là, l'organisateur peut dire, nous démarrons en attendant que dans x temps vous ayez votre siège », a soutenu Jean Michel Mbono qui a reconnu que lorsqu'il n'y avait pas la subvention de l'État, les équipes jouaient toutes les phases du championnat sans interruption. L'année d'avant la subvention, elles ont même contribué à hauteur de 10 millions de francs Cfa. La Fécofoot a assuré le reste en mettant à leur disposition des avions qui transportaient les équipes de Brazzaville à Pointe-Noire en passant par Dolisie et Ollombo. Ce championnat avait été une réussite. Mais il s'est arrêté les deux autres saisons qui ont suivi. Et c'était à la fin de la phase aller.

« *Nous terminons la phase aller. C'est à la phase retour que lorsqu'on leur présente le calendrier, ils posent le problème qui ne concerne pas la fédération. Il s'agit de la subvention de l'État qu'il ne faut pas mélanger avec le championnat. Il y a quelque chose qui ne marche pas. D'où vient-il maintenant parce qu'il y a eu subvention de l'État que les clubs pensent qu'il faut arrêter ? S'ils ne veulent plus jouer qu'ils repartent vers l'État en lui disant que c'est vous qui organisez les compétitions, nous ne voulons plus jouer dans votre pays, retirez-nous votre agrément.* »

L'objectif tourné vers les éliminatoires CAN 2017

Jean Michel Mbono a, par ailleurs, salué la qualification du Congo devant l'Éthiopie. Il a adressé les félicitations à l'encadrement technique des Diablos rouges ainsi qu'aux joueurs qui, selon lui, ont mouillé

le maillot pour obtenir la qualification. « *Le Congo est 52e sur le plan mondial sur 209 fédérations. Il s'agit du classement FIFA du 5 novembre 2015. Sur le plan continental, le Congo est 8e sur 54 fédérations. Ce qui signifie donc que le Congo est dans le top 10 des pays africains. C'est tout à fait normal que le Congo soit parmi les vingt meilleurs du moment et en phase de poules des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018. Après, il faudra penser aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017. Bravo aux jeunes !* », a-t-il indiqué. Évoquant le cas Claude le Roy dont le contrat arrive à terme, le président de la Fécofoot a indiqué que le ministère et la fédération vont l'examiner le 5 décembre, date à laquelle le contrat de Claude Le Roy prendra officiellement fin. C'est à partir du 7 décembre qu'il se prononcera.

La Fécofoot doit attendre 15 mois pour avoir son siège

Mbono a rassuré que la situation du siège a été réglée. La Fécofoot vient d'avoir un terrain et le titre foncier avec une maquette déjà envoyée à la FIFA. « *Et quand l'appel d'offre sera engagé, nous allons retenir une société qui va construire le siège. Ce n'est pas le Congo qui construit, mais c'est la FIFA qui finance pour la Fécofoot. D'ici là nous aurons notre siège même si nous sommes encore dehors. Nous avons écrit à la présidence de la République de nous trouver une maison en attendant que notre siège soit construit. Ce siège aura deux niveaux et sera construit en 15 mois* », a précisé le président de la Fécofoot.

James Golden Eloué

MONDIAL 2018

Les cadors seront au rendez-vous

Bousculés au match aller, Black Stars du Ghana, Super Eagles du Nigeria, Pharaons d'Égypte et Fennecs d'Algérie ont renversé la tendance mardi 17 novembre. Et retrouveront les Eléphants de Côte d'Ivoire, les Bafana sud-africains et les Lions Indomptables du Cameroun en phase de poules.

Ghana-Comores : 2-0 (1-0) à Kumasi

Buts : Waris Mubarak (18^e) et Jordan Ayew (85^e) pour le Ghana

Nigeria-Swaziland : 2-0 (0-0) à Port-Harcourt

Buts : Moses Simon (51^e) et Efe Ambrose (87^e) pour le Nigeria

Égypte-Tchad : 4-0 (4-0) à Borg El Arab

Buts : Mohamed El Nenny (5^e), Abdalla El Said (10^e) et Koka (36^e et 40^e) pour l'Égypte

Afrique du Sud-Angola : 1-0 (0-0) à Durban

But : Manucho Dinis (69^e contre son camp) pour l'Afrique du Sud

Côte d'Ivoire-Libéria : 3-0 (2-0) à Abidjan

Buts : Giovanni Sio (16^e et 35^e) et Jean Michael Séri (64^e) pour la Côte d'Ivoire

Algérie-Tanzanie : 7-0 (3-0) à Blida

Buts : Yacine Brahimi (1re), Faouzi Ghoulam (23^e et 59^e sur penalty), Islam Slimani (49e sur penalty et 75^e), Carl Medjani (72^e) pour l'Algérie

Cameroun-Niger 0-0 à Yaoundé.

Sénégal, Libye, Tunisie, Mali, Burkina et Cap Vert iront en phase de poules

Court vainqueur à l'aller, la Libye confirme à Kigali, comme la Tunisie, victorieuse de la Mauritanie. Battus à Cotonou, les Burkinabé retournent la situation face au Bénin. Même scénario pour le Mali contre le Botswana. Tenus en échec à Antananarive, les Lions du Sénégal corrigent Madagascar.

Rwanda-Libye : 1-3 (1-1) à Kigali

Buts : Jacques Tuyisenge (45^e+2) pour le Rwanda, Mohammed Mounir (36^e et 90^e) et Mohamed Al Ghanodi (48^e) pour la Libye

Tunisie-Mauritanie : 2-1 (0-0) à Radès

Buts : Syam Ben Youssef (51^e) et Saad Bguir (84^e) pour la Tunisie, Moulaye Khalil (71^e) pour la Mauritanie

Burkina-Bénin : 2-0 (1-0) à Ougadougou

Buts : Jonathan Pitroipa (17e sur penalty) et Bertrand Traoré (70^e) pour le Burkina

Mali-Botswana : 2-0 (2-0) à Bamako

Buts : Cheik Diabaté (10e sur penalty) et Bakary Sako (30^e) pour le Mali

Sénégal-Madagascar : 3-0 (1-0) à Dakar

Buts : Cheik Kouyaté (20^e), Moussa Konaté (53^e) et Biram Diouf (82^e) pour le Sénégal

Cap Vert-Kenya : 2-0 (1-0) à Praia

Buts : Heldon (45e et 52e) pour le Cap Vert

Camille Delourme